

## EDITORIAL

AVANT LE SOMMET EUROPÉEN

# Le grand désamour

Raymond Klein

**Si elle pouvait parler, que dirait l'Europe de la nouvelle crise dans laquelle l'a plongée le CETA ? Un cri du cœur.**

Ah, qu'il est loin, le temps où tout le monde m'aimait. Abolition des droits de douane, liberté de circulation, monnaie commune - les nations européennes avaient le sentiment de progresser et de se rapprocher grâce à moi. Puis est venu le temps du doute, la contestation de l'euro, la bagarre autour de la constitution, la crise grecque. Et voici que le poker autour du CETA finit par dresser contre moi aussi bien les adversaires que les défenseurs du libre-échange.

« Le principe de l'unanimité devient de plus en plus un frein dangereux aux réformes de l'Europe », écrit le « Handelsblatt », s'indignant qu'un veto de la région wallonne suffise pour bloquer l'adoption du CETA (voir page 13). Ces libéraux, qui rêvent de me « réformer » en me réduisant à guère plus qu'une zone de libre-échange, semblent ignorer que d'autres gouvernements, ainsi qu'une bonne partie de ma population, ne seraient pas malheureux si on enterrait ce traité de malheur. Mais cette droite « proeuropéenne » m'a-t-elle jamais vraiment aimée ? Elle qui désormais reproche aux centristes que sont Jean-Claude Juncker et Martin Schulz de vouloir résoudre la crise multiple que je traverse en proposant (un peu) plus d'Europe. Certes, cette droite-là ne me déteste pas comme le font les nationalistes. Mais elle n'a fait que m'utiliser pour servir une sorte d'internationalisme économique libéral, elle ne s'est jamais intéressée au projet politique européen.

**Quand la gauche revendicatrice s'est attaquée aux mécanismes institutionnels plutôt qu'au contenu des politiques, ça m'a toujours donné le blues.**

Du côté de la gauche qui se bat contre le CETA, ce n'est pas forcément mieux. Comme le fait remarquer le député européen vert Sven Giegold, tous les moyens lui semblent bons pour empêcher le traité d'être adopté.

Giegold, critique avéré du CETA, estime que le blocage des institutions européennes par un parlement régional est une mauvaise chose. En affirmant en outre que les parlements nationaux n'ont pas à ratifier le traité dans son ensemble, mais que c'est l'affaire du Parlement européen, il ne va pas se faire beaucoup d'amis dans son camp. Moi, je trouve qu'il n'a pas tort. Quand cette gauche revendicatrice s'est attaquée violemment aux mécanismes institutionnels, alors que ce qui est en jeu est le contenu des politiques, ça m'a toujours donné le blues.



PHOTO : RAYMOND KLEIN

Le CETA, un cadeau empoisonné.

Je me console en pensant à la gauche proeuropéenne. Je devrais sans doute y mettre le pluriel, car elle est souvent divisée. Ainsi, en 2005 - au nom des mêmes valeurs - les uns ont voté pour, les autres contre le projet de constitution. Et elle a en commun de considérer le dépassement des logiques nationales et la création d'institutions communes comme un progrès. Ce qui distingue cette gauche des centristes sociaux-démocrates, c'est que tout en défendant le projet politique européen, elle conteste son orientation et réclame un changement de cap décisif. Jusqu'ici, elle a fait preuve de patience, alors que, même après la crise économique qui a révélé l'inanité de l'idéologie libérale, rien n'a changé. Si en plus le CETA était adopté par un passage en force, il se pourrait bien que la gauche proeuropéenne fasse son constat d'échec et choisisse le divorce. Je la comprendrais.

## NEWS

## NEWS

Abschiebungen nach Afghanistan: Alles sicher **S. 3**Syndicalisme: Centenaire, pas grabataire **p. 4**Comprendre la guerre: SIPRI Yearbook **p. 5**

## REGARDS

OLAI: „Wir fühlen uns alleingelassen“ **S. 6**Brüssel: Made in Molenbeek **S. 10**Europe et CETA: Suspense pour un non **p. 13**

Irmela Mensah-Schramm:

Mit dem Schrubber gegen Hassparolen **S. 14**Théâtre: Du vaudeville pour réfléchir **p. 16**